

Législatives : quels scénarios pour les entreprises en France ?

« “La France descend du train en marche” : l’angoisse des patrons face au chaos politique », titre **Le Figaro** en Une de son cahier Economie, relayant les témoignages inquiets de ces derniers. « **Des fous furieux ont été élus à l’Assemblée nationale** », tonne le PDG d’un fleuron français de l’industrie, pour lequel « **l’application du programme du NFP serait un Massacre à la tronçonneuse pour l’économie française.** » « En quatre semaines, les patrons ont été successivement saisis par la sidération de la dissolution, la peur de l’arrivée au pouvoir du RN, la crainte du programme de LFI, puis, depuis dimanche soir, par une nouvelle secousse : la plongée dans l’inconnu », résume Julien Vaulpré, patron du cabinet d’influence Taddeo. « **Si l’évolution politique n’est pas pro-business, les conséquences sont connues d’avance : hausse du chômage, baisse des investissements et hausse de la dette** », assure un troisième. Le PDG d’une ETI résume : « la France descend du train, et le train est en marche. » « **La bête noire des dirigeants d’entreprises, c’est le smic à 1 600 euros**, résume un bon connaisseur du capitalisme français. Mais ils craignent aussi une **hausse de l’IS, un retour en arrière sur des mesures favorables aux entreprises, comme le crédit d’impôt recherche, et le renforcement de la fiscalité sur les hauts salaires.** » « Beaucoup d’entreprises ne se relèveraient pas d’une hausse de la fiscalité et d’une hausse de salaire », confie le patron d’un groupe industriel, pas inquiet pour son entreprise mais pour ses sous-traitants en France : « La hausse du smic va foutre en l’air un certain nombre de nos fournisseurs. » « Les conséquences sur la grille des salaires et sur notre compétitivité du smic à 1 600 euros seraient désastreuses », insiste le patron du géant coopératif agricole In Vivo. Pour le PDG de DB Cargo France, « **si le smic passe à 1 600 euros comme le propose le NFP, nos syndicats nous demanderont de revaloriser d’autant nos collaborateurs qui, pour l’immense majorité, ne sont pas payés au Smic.** » Pour éviter le pire, certains dirigeants d’entreprises espèrent un sursaut politique, le patron de la filiale française d’un groupe international d’ajouter : « Il y aura des compromis à faire avec la gauche. Mais je compte sur le gouvernement pour que le poids de l’extrême gauche soit limité, car son programme économique est délirant ». (Le Figaro, p.22 et 23)

« L’incertitude gagne les entreprises depuis les législatives », titre Les Echos, notant que l’indicateur d’incertitude de la Banque de France, publié hier, a retrouvé les hauts niveaux atteints en 2022 au moment de la crise énergétique. L’étude a été réalisée avant et après le premier tour. « La dissolution a créé de l’incertitude. Et l’incertitude n’est jamais bonne pour l’économie », martèle ces derniers jours Bruno Le Maire. (Les Echos, p.4)

« Un bilan économique honorable mais rejeté », titre Challenges, estimant qu’Emmanuel Macron va devoir mettre fin à ses réformes libérales, très mal perçues par l’opinion malgré des réussites. Toutefois, ces progrès restent très fragiles : « La stimulation de l’innovation n’a pas été à la hauteur, déplore l’économiste Elie Cohen. Les grands investissements, comme ceux de France 2030, ont été très lents à se mettre en place, à cause de nos procédures trop lourdes. Et rien n’a vraiment changé dans l’université et la recherche. » L’hebdomadaire souligne également que le président a calé sur d’autres gros chantiers. « Bruno Le Maire a accepté un dérapage des dépenses, dont la plus grande partie n’est pas liée aux crises », note Jean Peyrelevade. « Sa politique fiscale n’a pas été juste. Il a supprimé la taxe d’habitation pour tout le monde, même les plus aisés, déplore Bernard Cazeneuve. L’opinion publique a perçu son action comme systématiquement favorable aux plus privilégiés. » Cette volonté macroniste de ne pas taxer les plus fortunés, dont la valeur des patrimoines a explosé, est largement critiquée. « Les faibles gains de productivité n’ont pas permis de fortes hausses de salaires. Et l’inflation a été très forte sur l’alimentaire et l’énergie, relève Elie Cohen. Les consommateurs qui la subissent n’ont pas conscience que l’Etat a beaucoup dépensé pour limiter la hausse des prix. » (Challenges, p.26)